

OXFAM-Canada, qui fait partie de l'Initiative de Halifax, travaille aussi en étroite collaboration avec OXFAM International (OI), une démarche coopérative de la famille OXFAM mondiale qui inclut également une forte composante d'activités de défense de politiques. À l'heure actuelle, OXFAM International se concentre fermement sur la réforme des IFI et l'allègement de la dette. Ses objectifs sont d'accroître la participation de la société civile au dialogue sur les politiques et à la prise de décision, de modifier les lignes de conduite de la Banque mondiale afin d'accroître l'accès des pauvres aux ressources productives et de faire de l'amélioration de l'accès aux services de santé et d'enseignement un objectif explicite des politiques de la Banque. En ce qui concerne la réduction de la dette, son but consiste en la mise en oeuvre intégrale de l'initiative visant les « pays pauvres lourdement endettés » (PPLE), adoptée par la Banque mondiale et le FMI en octobre 1996 aussi rapidement que possible et dans le nombre maximum de pays. OXFAM-Canada a travaillé à ce dossier, encore une fois dans le cadre de l'Initiative de Halifax, au moyen d'une campagne de rédaction de lettres destinées au ministre des Finances et par l'entremise des médias. Le Canada a joué un rôle important dans l'appui de l'initiative visant les PPLE, mais certaines ONG se sont récemment demandé si le Canada pouvait faire plus pour accélérer les mesures d'allègement.

Comme nous l'avons signalé dans la section sur les droits de la personne, le Congrès du travail du Canada consacre une bonne part de ses ressources destinées à des activités de recherche et de promotion aux dossiers du commerce et de l'investissement. Son service des affaires internationales compte un responsable à temps plein de l'ALENA tandis que son service de la politique sociale et économique affecte des moyens de recherche considérables à des travaux dans ce domaine. L'accent est mis non seulement sur l'ALENA mais sur l'impact socio-économique de l'intégration économique en général dans le contexte de l'ALENA, de l'APEC, de l'OMC ou de la nouvelle Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le CTC veille à ne pas se dire opposé à l'accroissement des échanges commerciaux, mais il préconise un cadre dans lequel le progrès social constitue le but premier. Il prône surtout la nécessité d'inclure dans les accords commerciaux une clause sociale garantissant la liberté d'association et le droit à la négociation collective, un âge d'emploi minimum, l'équité salariale et d'emploi et l'abolition du travail forcé. La section de l'ALENA du CTC publie un bulletin mensuel intitulé *The morning NAFTA / ActuALENA*. Le CTC publie également des feuillets d'information, du matériel éducatif et des travaux de recherche approfondis dans ce domaine.

Parmi les groupes confessionnels, la Coalition oecuménique pour la justice économique joue le rôle de chef de file dans ces dossiers. Elle a publié un livre sur le secteur financier au Canada et à l'échelle mondiale intitulé *Turning the Tide* et axé